

# courrier sud

Journal  
imprimé  
par nos  
soins

Jun  
2024

Bulletin Trimestriel n°97

Prix : 0,04 €  
(ça vaut pas plus)

Comité de rédaction  
Pierre Changey  
Sandrine Leroux

Directeur de publication  
Pierre Changey



## LE JOURNAL DU SYNDICAT SUD ÉDUCATION 02

Union  
syndicale  
**Solidaires**

SUD éducation Aisne - MAISON DES SYNDICATS c/o Solidaires, 1 avenue Jean Jaurès - 02000 Laon - 06 70 67 39 64

contact@sudeduc02.org - www.sudeduc02.org

Courrier SUD est destiné à tous les personnels de votre établissement, merci de faire circuler

### SOMMAIRE

- Battre l'extrême-droite.....p. 2
- Mobilisons-nous !.....p. 3
- Mois des fiertés : appel à défilé.....p. 4
- L'instrumentalisation des mineur-es à des fins réactionnaires doit cesser !.....p. 5
- Gaza : pour une paix juste et durable, Solidarité!.....p. 6-7



## CHAQUE VOIX COMPTE

### On ne joue pas avec la vie des gens.

Il n'est pas question d'essayer quelque chose de nouveau, ou de donner à ceux qui le souhaitent ce qu'ils veulent. Il est question de **nos vies**.

Le RN au pouvoir restreindra les droits de toutes les minorités. Pas seulement des étrangères, des immigrées, des sans-papiers, mais aussi les droits des pauvres, des personnes en situation de handicap, des personnes lgbtqia+, des personnes racisées, des femmes. Vous êtes forcément concerné-es

On le sait, on le voit, il suffit d'observer ce qui se passe ailleurs, en Hongrie, en Italie...

Il ne s'agit pas de "tester pour voir". L'extrême-droite, lorsqu'elle obtient le pouvoir, ne le rend pas.

Le programme du RN pour l'éducation nationale est dangereux : il n'y aura plus de liberté pédagogique, plus de Conseil Supérieur de l'Éducation : ce sont les députés qui fixeront les programmes. Nous serons mis au pas, personnels, parents et élèves. L'école ne sera plus un lieu d'épanouissement mais un lieu de discriminations et de mise à l'écart au moindre faux pas. Il suffit de le lire pour être horrifié par la vision qu'ils ont de l'enseignement, à l'opposé de l'école émancipatrice qui en est le fondement.

Au delà de l'école, c'est la société du vivre ensemble qui est attaquée par ce parti. Nous voulons que les droits de tous et toutes soient garantis, que les enfants et les personnes vulnérables soient protégés.

Le RN soutient les lois transphobes qui sont déposées au Sénat et à l'Assemblée Nationale : nous ne voulons pas que des enfants et leurs parents soient criminalisés pour des raisons idéologiques.

Le RN soutient les politiques capitalistes qui appauvrissent la population pour donner toujours plus aux riches. Nous voulons plus de justice sociale.

Le RN ne croit pas au dérèglement climatique, il n'a aucun projet politique concernant l'environnement.

Bien sûr, l'union des gauches, le nouveau front populaire est loin d'être parfait, mais c'est un adversaire politique contre lequel nous aurons le droit de nous battre. Nous préférons débattre avec une gauche imparfaite que de lutter contre un gouvernement répressif.

**Les 30 juin et 7 juillet prochain, on vote et on appelle à voter Nouveau Front Populaire.**

# BATTRE L'EXTRÊME DROITE, PAR LA LUTTE SYNDICALE ET PAR LES URNES AVEC LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE !

*Ce communiqué a été publié le 20/06/2024*

L'extrême droite est aux portes du pouvoir, son projet politique est fondamentalement raciste, validiste, sexiste et LGBTQIA+phobe. Elle est l'ennemie des travailleurs et travailleuses, du syndicalisme, des services publics, de la démocratie et des libertés publiques. La politique de Macron et des gouvernements précédents est responsable de la montée du Rassemblement national.

Dans son programme, le RN ne parle de l'école qu'au prisme de sa haine de l'immigration, des personnes LGBTQIA+ et de son idéologie nationaliste. Le Rassemblement national déteste l'école publique et ses personnels : il veut aller plus loin que le Choc des savoirs, il veut davantage de ségrégation sociale et de reproduction des inégalités, la disparition des actions de prévention contre le harcèlement, les discriminations et les violences scolaires. Son programme pour l'ESR, c'est le tri raciste, le tri social, la préférence nationale, le maccarthysme idéologique. C'est la fin de l'école publique, gratuite, laïque et émancipatrice.

Avec le RN au pouvoir, on peut dire adieu aux augmentations de salaires, au statut de fonctionnaire et craindre des mesures vexatoires envers les personnels. L'extrême droite c'est aussi l'attaque contre les syndicalistes. C'est un projet de restrictions de nos droits syndicaux et des libertés publiques, c'est la remise en cause du droit de grève, c'est la limitation de moyens d'expressions et d'actions, dans les instances comme dans la rue.

Le Conseil fédéral de SUD éducation considère que, pour empêcher l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, il y a urgence à faire bloc dans l'unité la plus large sur l'ensemble de nos lieux de travail, et appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à participer à toutes les mobilisations, actions et initiatives unitaires de ces prochains jours et prochaines semaines.

SUD éducation met tous ses moyens au service de cette dynamique. Il rappelle à toutes et tous, qu'à chaque fois que l'extrême droite a exercé le pouvoir, cela s'est traduit par des atteintes à la démocratie, par des attaques frontales et mortifères contre les droits et acquis sociaux et sociétaux. L'Italie de Giorgia Meloni a supprimé le RSA, le gouvernement d'extrême droite en Pologne s'attaque brutalement à l'IVG, Victor Orbán a réécrit la Constitution pour investir l'ensemble des organes de l'Etat...

SUD éducation met toutes ses forces dans cette bataille, la place de toutes les militant-es est sur le terrain pour mettre au jour la politique antidémocratique, antisociale du RN, de construire des mobilisations, des manifestations et des grèves antifascistes et unitaires.

**Pour cela SUD éducation portera dans l'intersyndicale le refus de participer aux concertations et instances nationales.**

L'extrême droite ne doit pas arriver au pouvoir. Et cela se jouera très concrètement les 30 juin et 7 juillet prochains. Aucune voix ne doit se porter sur l'extrême droite.

**Cette situation est d'une exceptionnelle gravité. C'est pourquoi SUD éducation considère qu'il faut renforcer l'unité et s'associer à tous les appels unitaires intersyndicaux, y compris en appelant à voter pour le programme du Nouveau Front Populaire. C'est en conscience et en responsabilité, sans abdiquer son indépendance et tout en restant combative et vigilante, que SUD éducation appelle à s'engager dans la dynamique de Nouveau Front populaire.**

**Qu'importe l'issue, ces élections ne sont pas une fin en elles-mêmes et SUD éducation continue à lutter pour nos revendications en toute indépendance des partis, au-delà du programme du Nouveau Front populaire. Batre le fascisme dans la rue et dans les urnes en soutenant le projet du front populaire.**

**Dans l'unité, pour gagner contre l'extrême droite !**

# L'EXTRÊME DROITE NE DOIT PAS ARRIVER AU POUVOIR : MOBILISONS-NOUS !

Les résultats de l'extrême droite aux élections européennes sont alarmants. Avec la dissolution de l'Assemblée nationale, le Rassemblement national pourrait devenir majoritaire à l'Assemblée nationale et diriger l'action du gouvernement avec un Premier ministre et des ministres de l'Éducation nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Santé... d'extrême droite.

Un premier ministre d'extrême droite pourrait nommer préfets, procureurs, membres de la magistrature, redécouper la carte électorale... Le Rassemblement national est un véritable danger pour la démocratie et notre société.

SUD éducation appelle tous les personnels à agir pour empêcher le RN et ses alliés d'arriver au pouvoir et porter un projet positif pour l'avenir de notre société.

Le RN va broyer l'école et ses personnels !

Dans son programme, le RN ne parle de l'école qu'au prisme de sa haine de l'immigration, des personnes LGBTQIA+ et de son idéologie nationaliste.

Le RN veut aller plus loin que le Choc des Savoirs avec la fin du collège unique et une orientation précoce des enfants des classes populaires vers des filières professionnelles. Le programme de l'extrême droite pour l'école, c'est :

- davantage de ségrégation sociale et de reproduction des inégalités,
- la disparition des actions de prévention contre le harcèlement, les discriminations et les violences scolaires,
- une idéologie nationaliste et autoritaire à l'école.

Le Rassemblement national déteste l'école publique et ses personnels. Avec le RN au pouvoir, on peut dire adieu aux augmentations de salaires et craindre des mesures vexatoires envers les personnels.

10 raisons de se mobiliser contre le Rassemblement national!

- le RN mène une politique pour les riches et les multinationales, alors que c'est sur l'aggravation des inégalités et de répartition des richesses qu'il faut agir,
- le RN soutient les dictateurs comme Poutine et piétine le droit international dans son soutien à Nétanyahou,
- le RN promeut la préférence nationale, la racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie,
- le RN multiplie les attaques envers les femmes et les personnes LGBTQIA+,
- le RN est climatosceptique et porte des mesures qui aggravent la crise écologique : son accession au pouvoir aura des effets irréversibles sur la planète,
- le RN prend pour cible les plus vulnérables et les plus précaires, il baisse les subventions pour les associations en particulier féministes, antiracistes, culturelles et LGBTQIA+,
- par sa politique de discrimination et la baisse des financements de l'ASE, les droits des enfants vont reculer dans notre société,
- le RN s'en prend aux droits démocratiques et aux libertés publiques,
- le RN c'est le choix de la violence, de la répression et de la brutalité de l'État !
- Le RN au pouvoir, c'est la multiplication des actions violentes et des manifestations de rue des groupes néo-fascistes.

**Plus que jamais, SUD éducation réaffirme son attachement à une école de l'égalité, à la liberté pédagogique, à l'émancipation de tous les élèves.**

**Plus que jamais, SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser contre la vision d'une école réactionnaire, ségrégative et excluante.**

**SUD éducation appelle à participer aux initiatives unitaires pour battre l'extrême droite et porter des mesures de progrès social !**

# MOIS DES FIERTÉS LGBTQIA+ L'INTERSYNDICALE DE L'ÉDUCATION APPELLE À DÉFILER



*Ce communiqué a été publié le 06/06/2024*

Il est temps d'assurer l'inclusion et la visibilité de toutes les personnes LGBTQIA+, tout en assurant leur protection : c'est le mot d'ordre des marches des fiertés 2024. Elles sont de plus en plus nombreuses sur notre territoire d'avril à octobre, mais leur réussite nécessite un maximum de participant-es. Aussi notre intersyndicale de l'éducation invite tous et toutes les syndiqué-es qu'ils soient LGBTQIA+, proches, ou citoyen-nes à participer aux marches des fiertés en masse partout dans le pays.

Les démonstrations festives de la diversité sont autant de résistances à la grave dégradation du débat public sur la diversité, aux actes et aux idéologies violentes et discriminatoires contre les personnes LGBTQIA+. Ce sont autant de moments de visibilité essentiels pour rappeler que nous sommes toutes et tous égaux et égales, pour permettre à tout-e personne LGBTQIA+ de s'identifier à un groupe inclusif et de faire face à ces trop nombreuses attaques.

C'est particulièrement sensible pour toutes et tous et singulièrement les personnels de l'éducation parce que :

- l'actualité est marquée par une augmentation des actes LGBTIphobes de plus en plus violents, et des offensives transphobes, guidées en premier lieu par la droite et l'extrême droite.
- La loi de la honte votée par le Sénat, avec la lâcheté du Gouvernement se limitant à émettre un avis de sagesse, remet en cause les droits des mineur-es trans et leur accompagnement médical. Cette focalisation du débat sur l'infime partie des enfants trans pris en charge conduira inévitablement à les mettre en danger, en plus de continuer à oublier la large majorité non prise en charge.
- Depuis le mois de janvier, notre société a pris conscience des manquements importants d'établissements privés sous contrat en matière d'éducation à la vie affective et sexuelle, et dans l'application de la circulaire de septembre 2021 sur l'accueil des élèves trans. Cela contribue aussi à mettre en danger des enfants et des jeunes, en laissant libre cours à des discours et pratiques LGBTIphobes.
- Les deux premiers lieux de discrimination pour les personnes LGBTQIA+ sont, de manière constante, le milieu scolaire et universitaire et celui du travail.

**Personnels de l'éducation :  
toutes et tous dans les marches des fiertés !**

## L'INSTRUMENTALISATION DES MINEUR·ES À DES FINS RÉACTIONNAIRES DOIT CESSER !

Le Collectif de lutte contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire dénonce la loi de la honte votée cette nuit par le Sénat. Cette loi vise à interdire la transition médicale et sociale des mineur·es, à renforcer le contrôle psychiatrique sur les enfants trans et à punir par des peines de prison les médecin·es qui accompagnent les jeunes trans.

Nous, syndicats professionnels de l'éducation, syndicats étudiants, syndicats lycéens, association de parents d'élèves, dénonçons avec la plus grande fermeté l'instrumentalisation des enfants à des fins réactionnaires.

Encore une fois, et comme ce fut le cas pour le mariage pour toust·es et l'ensemble des lois permettant l'ouverture de droits aux personnes LGBTQIA+, la réalité de vie des enfants est fantasmée comme teintée de souffrance et de déviance pour faire avancer un agenda politique. Cette loi visant à empêcher les mineur·es trans d'effectuer une transition médicale contrevient à l'ensemble des recommandations médicales et scientifiques faites sur le sujet. Les chiffres sur le suicide et la santé mentale des personnes trans sont par cette proposition de loi niés par des sénateurs et sénatrices qui semblent préférer voir mourir les jeunes trans que leur permettre de réaliser leur transition de genre.

Cette loi est un délire transphobe en dehors de toutes les réalités que nous vivons dans les écoles, collèges, lycées, universités... La prise de position des sénateurs et sénatrices en faveur de cette loi, allant du centre à l'extrême droite, est une aberration. En amont de ce vote, le gouvernement a fait le choix d'un simple « avis de sagesse », se rendant ainsi complice de cette dérive rétrograde.

Nous condamnons sans réserve cette proposition de loi transphobe, là où la circulaire Blanquer avait permis l'avancée des conditions de vie des mineur·es trans dans nos établissements. Nous constatons une fois de plus que les valeurs morales du gouvernement sont à géométrie variable et qu'elles se plient facilement face à celles et ceux qui nient nos vies et nos existences.

**Nous appelons largement à se mobiliser contre cette proposition de loi transphobe et nous demandons aux député·es de ne pas voter cette proposition de loi quand elle leur parviendra.**

Pour le Collectif éducation contre les LGBTIphobies en milieu scolaire et universitaire



# CONTRE LA RÉPRESSION ET LES ATTEINTES AUX LIBERTÉS D'EXPRESSION EN SOUTIEN AUX PALESTINIENNES DANS L'ESR, ÉTENDRE LA MOBILISATION ET LA SOLIDARITÉ !

Cet article a été publié le 09/05/2024

## **Boycott et désinvestissement : aux universités d'agir !**

Depuis le début de l'offensive militaire israélienne sur la bande de Gaza, les étudiant-es et les personnels de l'Enseignement supérieur et la Recherche se mobilisent fortement dans les universités. Rassemblement, tracts, AG, conférences, actions symboliques... pour la jeunesse étudiante, les enseignant-es chercheur-es sans oublier tous les personnels BIATSS, les massacres et le génocide en cours à Gaza ne peut pas se dérouler dans l'indifférence de la communauté universitaire. Parce que les universités israéliennes soutiennent les crimes d'Israël sur les Palestiniens, parce qu'elles sont des rouages de la colonisation, parce qu'elles participent au système militaire israélien, nos universités en France doivent rompre tous liens académiques avec elles. En France, des universités et des laboratoires de recherche travaillent conjointement sur des projets avec des entreprises internationales comme Thalès qui fournit du matériel militaire à l'armée israélienne. C'est tout cela que dénoncent aujourd'hui les étudiant-es et les personnels mobilisé-es dans les universités.

## **La solidarité contre un génocide n'est pas un délit !**

Face à ces mobilisations, les présidences d'université et directions d'établissements avec le plus grand soutien ou sur demande du ministère et du gouvernement s'emploient à porter atteinte aux libertés d'expression sur les campus et à réprimer violemment les rassemblements étudiants. A Montpellier, Paris Dauphine, Rennes, Lille, Science Po... des conférences ont été interdites ou annulées, des sanctions disciplinaires ont touché des enseignant-es, à Sciences po ou à la Sorbonne des évacuations policières violentes ont eu lieu, des camarades syndicalistes de Solidaires étudiant-es de l'EHESS ont été entendu-es par la police pour "apologie du terrorisme"... Ces dernières semaines, des caps ont été franchis par les autorités académiques, par les forces de répression, par le ministère et par le gouvernement. Tout cela doit alerter sérieusement l'ensemble de la communauté universitaire. Quand la ministre elle-même reprend les fake news de l'extrême-droite et propage des théories du complot sur "l'islamo-gauchisme" dans les campus, ou quand le Premier ministre se rend lui-même à Science po Paris pour "recadrer" la direction ce sont les libertés démocratiques et académiques fondamentales qui sont remises en causes.

## **La solidarité est notre arme**

Mais face à cette répression physique et face au matraquage médiatique incessant contre la mobilisation dans les universités, la mobilisation ne faiblit pas. Répondant aux mobilisations internationales, de l'université de Columbia à New York aux étudiant-es de Tunis, en passant par Le Caire et l'Australie, la jeunesse française continue d'appeler à la mobilisation dans les IEP mais aussi les lycées et les universités. Plusieurs tribunes d'enseignant-es chercheur-es circulent, à l'EHESS comme à Toulouse Jean Jaurès. La Coordination Universitaire Contre la Colonisation en Palestine, dans la site de la mobilisation du 12 mars dernier que SUD éducation a relayé et construite, appelle à faire du 15 mai prochain, jour anniversaire de la Nakba de 1948, une journée de mobilisation et d'actions dans les universités.

Pour SUD éducation:

- Les sanctions et la répression contre la mobilisation étudiante dans les universités et les IEP doivent cesser. Les 88 étudiant-es de la Sorbonne interpellé-es et mis en garde à vu le 7 mai doivent être relâché-es immédiatement, aucunes poursuites ne doivent être engagées contre elles et eux ;
- Aucun personnel de l'ESR ne doit être menacé ou sanctionné pour l'expression de solidarité avec le peuple palestinien et son expression légitime à l'auto-détermination ;
- le ministère doit réagir et dénoncer la destruction organisée des universités à Gaza et des pressions (fermetures, barrages, assassinats..) dans les université de Cisjordanie occupée ;
- les universités et les établissements du supérieur doivent mettre fin à leurs partenariats académiques et scientifiques avec les universités israéliennes qui participent activement au complexe militaro-industriel israélien et à l'occupation. Cela constitue des crimes de guerre, les universités françaises ne peuvent y contribuer.

A l'heure où l'armée d'occupation israélienne vient de lancer une offensive majeure et sanglante sur Rafah, que la Cour Internationale de Justice établit clairement le risque génocidaire en cours dans la bande de Gaza, pour SUD éducation, plus que jamais la mobilisation des étudiant-es et des personnels de l'ESR est légitime et doit s'amplifier.

SUD éducation apporte son soutien à la lutte du peuple palestinien pour le droit à l'autodétermination.

SUD éducation appelle à s'investir dans la campagne BDS et à soutenir les syndicats palestiniens et leur campagne « Stop Arming Israel »

SUD éducation appelle à participer, selon les modalités propres à chaque établissement, à la journée de mobilisation universitaire européenne du 15 mai pour la Palestine.

**Stop au génocide – Stop à la colonisation - Boycott universitaire contre Israël**

**URGENCE GAZA**

**Pour une paix juste et durable**



**CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT**